

que l'une des meilleures façons pour l'Occident de favoriser le changement en Union soviétique, c'est d'aider à former des gens dans tous les secteurs économiques.

Le Canada devrait faciliter l'expansion de programmes de formation de gestionnaires soviétiques et est-européens, comme celui qu'offre l'Université York en collaboration avec cinq autres universités. Cet été, ce programme permettra de former 120 gens d'affaires de Pologne, des États baltes, d'Union soviétique, de Tchécoslovaquie et de Hongrie. Les frais locaux, estimés à 1,1 million de dollars l'an passé, sont supportés par le gouvernement fédéral, le gouvernement de l'Ontario, les entreprises d'accueil et les universités participantes. **Le Comité recommande que le gouvernement augmente sa contribution financière aux programmes de ce genre et encourage le secteur privé à en faire autant de manière à permettre une expansion considérable de la formation d'entrepreneurs soviétiques et est-européens au Canada. Le gouvernement devrait également encourager la mise sur pied ou l'expansion d'autres programmes de formation, comme le programme de formation d'agriculteurs soviétiques du collège Fairview. Dans la mesure du possible, la formation devrait se dispenser dans le cadre de coentreprises de manière qu'elle soit aussi concrète que possible. Nous ajoutons que la formation est également nécessaire du côté canadien. À l'instar des entreprises japonaises, les entreprises canadiennes devraient veiller beaucoup plus à ce que leurs employés reçoivent la formation linguistique et autre dont dépend leur efficacité sur les marchés étrangers.**

Les capitaux privés. Lorsqu'il a témoigné devant le Comité à Ottawa, en mars, M. Andrew Sarlos, financier de Toronto et fondateur du *First Hungary Fund*, a recommandé que le gouvernement étende aux pays de l'Europe de l'Est et à l'Union soviétique certains avantages fiscaux qui inciteraient les Canadiens, notamment ceux d'origine est-européenne ou soviétique, à y investir. On nous a suggéré plusieurs autres moyens par lesquels le Canada pourrait encourager le développement économique de ces pays par le truchement de ses lois fiscales et autres. **Le Comité recommande que le gouvernement examine de près les diverses recommandations concernant le recours aux lois fiscales et autres pour encourager l'investissement en Union soviétique et en Europe de l'Est, sans toutefois occasionner de lourdes dépenses au Trésor.**

Le nationalisme : vers la confédération?

Si la *glasnost* complique la réforme économique, elle est en train de révolutionner les relations entre Moscou et les nombreuses nationalités, les républiques de l'Union, les républiques autonomes et les districts nationaux qui composent le pays. À peu près tous ceux à qui nous avons parlé tiennent pour acquis que l'URSS est engagée dans la voie d'une décentralisation radicale du pouvoir en faveur des républiques, ce qui en ferait une fédération beaucoup plus souple, voire une confédération d'États souverains. M. Volodymr Ivashko, premier secrétaire du Parti communiste d'Ukraine et membre du Bureau politique, nous a dit que la loi sur l'union en préparation reposera sur des principes